

## **Discours de François Hannyoy, directeur de l'Adels – association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale**

Niort, le 20 septembre 2008

Les rencontres ont été ouvertes par trois propositions. Geneviève Gaillard demande de « *participer à l'intérêt général* ». Jacques Tapin estime qu'est en jeu « *la capacité collective de croiser les savoirs* ». Alain Mathieu décrit Niort comme « *au cœur de l'agglomération* » et à ce titre en devoir d'« *impulser* » une dynamique sur le territoire, et, dans le même temps, de « *prendre le pouls* » de ceux qui y habitent.

Sur cette base, il appelle une collaboration Can /ville de ses vœux. Les participants se sont répartis en neuf conseils d'abord, puis en onze ateliers sur des thématiques très concrètes dont une participante dira plus tard que « si c'est bien de parler, il faut aussi assumer ses convictions et tenir ses engagements ».

La démocratie participative est en marche à Niort. Elle ne part pas de rien, l'expérience des anciens membres est requise pour tirer un bilan et de perspectives. Mais les nouveaux montrent leur volonté pragmatique de prendre leur place.

Bien sûr les premiers échanges partent dans tous les sens, font émerger des contestations sur des questions de calendrier, d'organisation, de modes de communication, de périmètres d'action... Les savoirs des uns, les envies ou les propositions des autres ne rentrent pas exactement dans les cases prévues.

Qu'importe, l'effervescence sociale est au rendez-vous. Elle témoigne d'une volonté de s'approprier le dispositif et d'aller de l'avant. La participation émerge souvent là on ne l'attend pas !

Une telle réunion inaugurale est aussi un moment rare et opportun de réfléchir au sens de la démocratie participative. Pourquoi la démocratie participative ? Jacques Tapin l'a décrite en lien étroit avec la démocratie électorale, avec pour missions essentielles :

### **1 : « *faire connaissance, dialoguer, échanger entre acteurs locaux* »**

Ces mots concrétisent ce que l'Adels appelle recréer du lien social.

Mais la notion ne peut pas être restreinte à la seule convivialité. Nous ne devons pas nous cacher qu'une certaine catégorie de personnes seulement participe. La démocratie participative est-elle légitime si elle reproduit les mêmes clivages qu'ailleurs et regroupe des volontaires qui se reconnaissent comme appartenant à un même « entre-soi », exclusif d'autres groupes sociaux.

Une femme a pointé : « *mieux communiquer entre nous, oui, mais surtout faire l'effort d'être en lien avec la population !* » Nous ajouterons « avec toutes les populations ». Est-on prêt à reconnaître qu'il existe des modes de participation autres que la sacro-sainte réunion avec ordre du jour, paper-board et décision validée par le vote ? La notion de lien social est consensuelle dans un premier temps. Elle l'est moins quand on lui donne le sens de faire se rencontrer des opinions divergentes, de croiser des points de vue, de permettre des confrontations conflictuelles pour faire émerger un nouveau contrat social, pour participer, ensemble à fabriquer de l'intérêt général. Cette dernière notion n'existe pas d'emblée, aux participants aux processus démocratiques d'en définir les contours ! Il faut, pour cela, être convaincu que regarder la ville avec les yeux du plus naïf des enfants, la parcourir avec le corps du plus handicapé des habitants, utiliser les services comme peuvent le faire les familles en situation les plus précaires délivre des renseignements utiles sur les leviers de changement qu'il faut activer !

## **2 : « prendre la mesure de quelques questions importantes...transversales, quotidiennes ».**

Une autre finalité de la démocratie participative est d'améliorer la qualité du service public rendu à la population. À l'heure où le marché précarise les individus, fragilise leur rapport à la société, incite à l'individualisme et à la concurrence, l'enjeu n'est pas maigre.

Pour relever ce défi, il faut ne pas s'enfermer dans une vision restrictive de « la proximité ». Flattez le rapport clientéliste en faisant croire à une offre qui répondrait point par point à la demande et vous obtiendrez le fameux Nimby, la non moins fameuse plainte ressassée à propos de la bordure de trottoir, l'éclairage public, les déjections canines... Les Niortais ne comprendraient pas que la nouvelle équipe élue, les services et les citoyens actifs en conseils de quartier ne résolvent pas efficacement ces tracasseries quotidiennes qui empoisonnent la vie.

Mais c'est davantage leur perspicacité, leur connaissance fine du quartier, leur vigilance sur des indices que nul autre ne peut repérer qu'il faut mobiliser. C'est à leur intelligence quotidienne qu'on fait appel pour démultiplier celle des élus et des techniciens de la ville. Une proximité de troisième type est visée. Cette connaissance du terrain doit permettre de prendre conscience d'enjeux généraux, transversaux justifiant que les participants interpellent les services et les politiques pour s'engager à leurs côtés – chacun à sa place – dans une réflexion qui dépasse le quartier pour l'intégrer dans une vue cohérente de la ville, qui propose (et force) des synergies de différentes échelles et compétences, (Can, département, région, État, Europe).

Les Niortais n'aiment pas entendre systématiquement que « ceci ou cela est une compétence transférée à l'agglo » ou que, « sur ce dossier, la ville est contrainte par la Loi ». Non que ces réponses soient injustifiées, mais elles marquent un immobilisme, désignent un mur qui bouche toute perspective d'action. La participation des habitants pousse la ville à sortir de ces situations figées et à se rendre capable de faire bouger les lignes institutionnelles.

Définie comme « action collective, croisement des savoirs », cette façon d'améliorer les services publics est porteuse de civilité, de citoyenneté, et finalement d'acceptation des décisions prises, bien davantage qu'une quelconque action individuelle ou lobby collectif. Mieux, elle permet de tisser des liens entre les intérêts individuels (qui ne sont pas tous à bannir) et l'intérêt général (qui n'a de sens que s'il est partagé par tous).

## **3 – Se préparer et se projeter dans notre futur proche**

La troisième invitation de Jacques Tapin signifie que l'élu veut partager cette légitimité politique ordinairement attribuée aux seuls représentants élus. Les habitants ont des idées, des visées politiques, ils sont citoyens (sinon comment pourraient-ils voter en connaissance de cause ?) et souhaitent participer aux changements nécessaires dans notre société contemporaine.

Cela va faire grincer des dents quand ils disent « vous nous parlez de développement durable, mais citez l'entreprise X comme vecteur de communication, n'est-ce pas marcher sur la tête ? ». La crise actuelle crée une fracture profonde entre individu, collectif et société, l'abstention montre un déni du politique récurrent. Pour ne pas laisser dire « tous pourris », il faut susciter toutes les passions politiques, toutes les solidarités, tous les dynamismes sociaux et donner du sens aux choix à faire.

Il s'agit moins de « pouvoir sur » des personnes ou des budgets, mais davantage de « pouvoir de » changer les choses, selon la distinction opérée par Patrick Viveret.

On peut dire qu'il s'agit plus de *mouvoir*, d'engager le changement.

Sinon, quel est le sens de la démocratie participative ?